



KPMG S.A.
Languedoc-Cévennes
251 Rue Euclide - Parc Eureka
CS 79516
34960 Montpellier cedex 2
France

Téléphone : +33 (0)4 67 99 14 00
Télécopie : +33 (0)4 67 99 14 01
Site internet : www.kpmg.fr

Mission Locale Jeunes Nîmes
Métropole
Association de Loi 1901
**Rapport du commissaire aux comptes sur les
comptes annuels**

Exercice clos le 31 décembre 2021
Mission Locale Jeunes Nîmes Métropole
Association de Loi 1901
281, rue du Mas Coquillard - 30020 Nîmes
Ce rapport contient 27 pages
Référence : fg.ap.av-21062022

KPMG S.A.,
société française membre du réseau KPMG
constitué de cabinets indépendants adhérents de
KPMG International Cooperative, une entité de droit suisse.

Société anonyme d'expertise
comptable et de commissariat
aux comptes à directoire et
conseil de surveillance.
Inscrite au Tableau de l'Ordre
à Paris sous le n° 14-30080101
et à la Compagnie Régionale
des Commissaires aux Comptes
de Versailles.

Siège social :
KPMG S.A.
Tour Egho
2 avenue Gambetta
92066 Paris la Défense Cedex
Capital : 5 497 100 €.
Code APE 6920Z
775 726 417 R.C.S. Nanterre
TVA Union Européenne
FR 77 775 726 417



KPMG S.A.
Languedoc-Cévennes
251 Rue Euclide - Parc Eureka
CS 79516
34960 Montpellier cedex 2
France

Téléphone : +33 (0)4 67 99 14 00
Télécopie : +33 (0)4 67 99 14 01
Site internet : www.kpmg.fr

Mission Locale Jeunes Nîmes Métropole **Association de Loi 1901**

Siège social : 281, rue du Mas Coquillard - 30020 Nîmes

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2021

A l'Assemblée Générale de l'association Mission Locale Jeunes Nîmes Métropole,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association Mission Locale Jeunes Nîmes Métropole relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2021, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2021 à la date d'émission de notre rapport.

Incertitude significative liée à la continuité d'exploitation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur l'incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la continuité d'exploitation décrite dans la note « Règles et méthodes comptables » de l'annexe des comptes annuels.

Justification des appréciations

La crise mondiale liée à la pandémie de Covid-19 crée des conditions particulières pour la préparation et l'audit des comptes de cet exercice. En effet, cette crise et les mesures exceptionnelles prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire induisent de multiples conséquences pour les entreprises, particulièrement sur leur activité et leur financement, ainsi que des incertitudes accrues sur leurs perspectives d'avenir. Certaines de ces mesures, telles que les restrictions de déplacement et le travail à distance, ont également eu une incidence sur l'organisation interne des entreprises et sur les modalités de mise en œuvre des audits.

C'est dans ce contexte complexe et évolutif que, en application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, outre le point décrit dans la partie « Incertitude significative liée à la continuité d'exploitation », nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

La note « Règles et méthodes comptables » de l'annexe fait état des incertitudes pesant sur la continuité d'exploitation.

Nous avons été conduits à examiner les dispositions envisagées à cet égard.

Sur la base de nos travaux et des informations qui nous ont été communiquées à ce jour, et dans le cadre de notre appréciation des principes comptables suivis par votre association, nous estimons que la note de l'annexe donne une information appropriée sur la situation de l'association au regard de l'incertitude, pesant sur la continuité d'exploitation.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'Administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres de l'association.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette

appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Nîmes, le 21 juin 2022

KPMG S.A.

Florence Gabriel

Bilan Actif

	Du 01/01/2021 au 31/12/2021			Au 31/12/2020
	Brut	Amort. Prov.	Net	Net
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et de développement				
Donations temporaires d'usufruit				
Concessions, brevets et droits similaires	33 524	33 524		
Autres immobilisations incorporelles				
Immobilisations incorporelles en cours				
Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles				
Immobilisations corporelles				
Terrains	200 000		200 000	200 000
Constructions	1 479 880	864 939	614 941	673 398
Installations techniques, matériel et outillages industriels				
Autres immobilisations corporelles	449 482	317 568	131 914	32 441
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes sur immobilisations corporelles				
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés				
Immobilisations financières				
Participations et créances rattachées				
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres immobilisations financières	1 231		1 231	1 285
	TOTAL I	2 164 117	1 216 031	948 086
Comptes de liaison				
	II			
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et encours				
Créances				
Créances clients, usagers et comptes rattachés				
Créances reçues par legs ou donations				
Autres	921 415		921 415	564 558
Valeurs mobilières de placement	250 000		250 000	250 000
Instruments de trésorerie				
Disponibilités	66 718		66 718	137 355
Charges constatées d'avance	15 359		15 359	21 284
	TOTAL III	1 253 492	1 253 492	973 197
Frais d'émission des emprunts				
	IV			
Primes de remboursement des obligations				
	V			
Ecart de conversion actif				
	VI			
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V + VI)	3 417 609	1 216 031	2 201 578	1 880 320

Bilan Passif

	31/12/2021	31/12/2020
FONDS PROPRES		
Fonds propres sans droit de reprise		
Fonds propres statutaires	95 642	95 642
Fonds propres complémentaires		
Fonds propres avec droit de reprise		
Fonds propres statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Ecarts de réévaluation		
Réserves		
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves pour projet de l'entité		
Autres réserves	44 092	44 092
Report à nouveau	-302 631	-214 391
Excédent ou déficit de l'exercice	120 979	-88 240
Situation nette	-41 917	-162 896
Fonds propres consommables		
Subventions d'investissement	87 112	92 446
Provisions règlementées		
	TOTAL I	45 195
Comptes de liaison	II	-70 450
FONDS REPORTES ET DEDIES		
Fonds reportés liés aux legs ou donations		
Fonds dédiés	211 602	274 842
	TOTAL III	211 602
PROVISIONS		
Provisions pour risques	10 396	17 596
Provisions pour charges	192 697	137 712
	TOTAL IV	203 093
DETTES		
Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	692 060	654 229
Emprunts et dettes financières diverses		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	200 692	159 357
Dettes des legs ou donations		
Dettes fiscales et sociales	472 305	408 630
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	278 753	9 323
Instruments de trésorerie		
Produits constatés d'avance	97 878	289 082
	TOTAL V	1 741 688
Ecarts de conversion passif	VI	1 520 621
	TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V + VI)	2 201 578
		1 880 230

Compte de résultat

	31/12/2021	31/12/2020
Produits d'exploitation		
Cotisations		
Ventes de biens et services		
Ventes de biens		
- dont ventes de dons en nature		
Ventes de prestations de services	45 420	
- dont parrainages		
Produits de tiers financeurs		
Concours publics et subventions d'exploitation	4 320 566	3 218 229
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
Ressources liées à la générosité du public		
Dons manuels		1 994
Mécénats	5 000	
Legs, donations et assurances-vie		
Contributions financières		
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	237 154	148 076
Utilisations des fonds dédiés	63 240	159 398
Autres produits	6 814	2
	TOTAL I	4 678 194
		3 527 699
Charges d'exploitation		
Achats de marchandises		
Variation de stocks		
Autres achats et charges externes	780 757	636 414
Aides financières	142 487	105 900
Impôts, taxes et versements assimilés	255 691	206 473
Salaires et traitements	2 235 600	1 804 559
Charges sociales	851 114	693 271
Dotations aux amortissements et dépréciations	98 028	68 813
Dotations aux provisions	65 381	32 591
Reports en fonds dédiés		
Autres charges	7 772	9 165
	TOTAL II	4 436 830
		3 556 606
	RESULTAT D'EXPLOITATION (I - II)	241 363
		-28 907
Produits financiers		
Produits financiers de participations		
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé	612	671
Autres intérêts et produits assimilés	1 504	
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
Différences positives de change		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
	TOTAL III	2 116
		671
Charges financières		
Dotations financières aux amortissements, dépréciations et provisions		
Intérêts et charges assimilées	11 552	13 749
Différences négatives de change		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
	TOTAL IV	11 552
		13 749
	RESULTAT FINANCIER (III - IV)	-9 436
		-13 078
	RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS (I - II + III - IV)	231 927
		-41 985

Compte de résultat (Suite)

	31/12/2021	31/12/2020
Produits exceptionnels		
Sur opérations de gestion		
Sur opérations en capital	5 333	5 333
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
TOTAL V	5 333	5 333
Charges exceptionnelles		
Sur opérations de gestion	65 257	51 589
Sur opérations en capital	51 025	
Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions		
TOTAL VI	116 282	51 589
RESULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)	-110 949	-46 256
Participations des salariés aux résultats	VII	
Impôts sur les bénéfices	VIII	
TOTAL DES PRODUITS (I + III + V)	4 685 643	3 533 704
TOTAL DES CHARGES (II + IV + VI + VII + VIII)	4 564 665	3 621 944
EXCEDENT OU DEFICIT	120 979	-88 240
Contributions volontaires en nature		
Dons en nature	3 063	6 622
Prestations en nature	10 854	9 513
Bénévolat	200	6 843
TOTAL	14 116	22 978
Charges des contributions volontaires en nature		
Secours en nature	3 063	6 622
Mise à disposition gratuite de biens	10 854	9 513
Prestations en nature		
Personnel bénévole	200	6 843
TOTAL	14 116	22 978

ANNEXE

Annexe au bilan et au compte de résultat de l'exercice clos le 31/12/2021 dont le total du bilan avant répartition est de 2 201 578 Euros, présenté sous forme de liste, et dégageant un résultat de : 120 979 Euros.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2021 au 31/12/2021.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

PRESENTATION GENERALE

Activité de l'Association :

L'association a pour but de promouvoir sur le territoire de l'agglomération de Nîmes Métropole, une action concertée visant l'insertion sociale et professionnelle des jeunes.

Dans sa mission la MLJNM est principalement financée par l'Etat dans le cadre d'une convention pluriannuelle « la CPO » qui intègre depuis 2020 également la subvention liée au dispositif de la Garantie Jeunes. A travers cette mission de la GJ les jeunes sont suivis individuellement et collectivement sur une durée pouvant aller jusqu'à 12 mois. L'objectif étant le plus de sortie positive en emploi ou en alternance. Sur une insertion professionnelle durable.

Dans le cadre d'un suivi global du jeune public de la MLJ, plusieurs autres actions viennent compléter ces dispositifs socle de la CPO comme les actions « Promoprofil » financées par l'Europe dans le cadre d'un suivi particulier sur un public en situation de handicap mais également d'ateliers renforcés pour la Plateforme Emploi Renforcé.

Le Plan d'investissement Compétences fait l'objet de deux actions à destinations d'une part d'un public de réfugiés « PIC Horizon » et d'autre part d'un public dit « invisible » que la MLJ en consortium avec d'autres partenaires a pour mission de « repérer, mobiliser et accompagner ». Notre Point d'Accueil Ecoute Jeunes Départemental grâce à son fonctionnement mobile, a permis à un grand nombre de jeunes très éloignés de l'insertion professionnelle de débiter des actions et d'avoir un premier contact à la MLJ.

Le travail conséquent en lien avec le réseau partenarial de la MLJNM a débloquent nombre de situations.

Lieu d'exploitation de l'activité de l'Association :

Siège social : 281, rue du Mas Coquillard - 30020 Nîmes

Règles et méthodes comptables

Annexe au bilan et au compte de résultat de l'exercice clos le 31/12/2021 dont le total du bilan avant répartition est de 2 201 578 Euros et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste et dégageant un résultat de 120 979 Euros.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2021 au 31/12/2021.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Les comptes annuels ont été établis conformément aux dispositions du Code de Commerce, du plan comptable général et du règlement ANC n°2018-06 du 5 décembre 2018 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif.

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices,

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

Au 31 décembre 2021, en dépit des financements élevés liés à l'augmentation de l'activité la situation nette de la structure demeure négative. Ce constat, révélateur d'une fragilité financière, fait peser un risque en matière de continuité d'exploitation.

La mission locale des jeunes de Nîmes a restructurée son fonctionnement pour augmenter la prise en charge des publics, ce qui a généré une augmentation des frais fixes et frais de personnel.

Il convient de rester vigilant sur la restauration du fonds de roulement.

Les perspectives budgétaires pour l'exercice 2022, déterminées au mieux de notre connaissance, le cadre des conventionnements des actions et du programme de fonctionnement de l'association et le plan de redressement qui doit être mis en œuvre sur le 2ème semestre 2022 permettent de s'inscrire dans la convention de continuité d'exploitation pour l'élaboration des présents comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Faits caractéristiques

Coronavirus :

Conformément aux dispositions du PCG sur les informations à mentionner dans l'annexe, la structure constate que la crise sanitaire liée au Covid-19 a eu un impact significatif sur son activité depuis le 1er janvier 2020.

Les mesures de contraintes décidées par le Gouvernement dans le cadre de la lutte contre la crise sanitaire liée au Coronavirus emportent pour le tissu économique des conséquences, notamment financières, d'une ampleur inédite.

Dans le respect des règles sanitaires, le télétravail et les mesures sanitaires prises, conformément aux directives gouvernementales, ont permis malgré tout une activité soutenue et intense de notre structure.

Grâce à son réseau, la MLJ a su être très réactive et la mise en route d'outils de travail adaptés a pu apporter un soutien à son jeune public en très grande difficulté et un accompagnement constant.

Compte tenu des incertitudes pesant sur l'évolution de la crise sanitaire, il se peut que des effets négatifs, puissent encore affecter l'activité et la trésorerie au titre de l'exercice 2022.

Convention de la CPO 2019-2022 : poursuite du nouvel avenant CPO pour cette année 2021 contractualisée avec les services de l'état.

Les objectifs du dispositif de la GJ prise en compte depuis 2019 dans le périmètre de la CPO sont croissant en 2021 avec 1276 jeunes à suivre sur toute l'année contre 690 en 2020.

Evénements significatifs postérieurs à compter de la clôture

Fin du disposition GJ, remplacé par le dispositif CEJ à compter de 2022.

Ukraine :

La mission locale n'est pas directement exposé au conflit actuel Russo-ukrainien et aux conséquences induites par les sanctions prises à l'égard de la Russie, n'ayant pas de liens capitalistiques avec des structures en Ukraine ou en Russie et ne réalisant pas d'opérations

significatives avec ces deux pays. De façon indirecte, il est possible que le conflit crée de l'inflation, une baisse de croissance économique européenne, des perturbations logistiques, une pénurie de matériels, de pièces détachées et de matières premières dans certains secteurs sans en connaître aujourd'hui les conséquences.

Immobilisations incorporelles et corporelles

Les immobilisations sont évaluées à leur coût historique.

Les amortissements sont calculés, en fonction de la durée d'utilisation prévue, suivant le mode linéaire ou dégressif.

- Installation générale 5 à 10 ans,
- Matériel de transport 4 ans,
- Travaux sur sol d'autrui 3 ans,
- Mobilier de bureau et informatique 3 à 5 ans,
- Mobilier de bureau 4 à 10 ans.

Provision pour risques et charges

Une provision pour risques et charges a été constituée à la clôture de l'exercice à hauteur de 10 396 euros concernant le dispositif IEJ PROMOPROFILS 2021 subventionné par le FSE.

Engagements de départ à la retraite

Les engagements de l'entité en matière d'indemnités de départ à la retraite de ses salariés sont constatés sous forme de provision.

L'estimation des engagements de départ à la retraite s'effectue de façon rétrospective prorata temporis (droits individuels acquis au jour du départ à la retraite, proratisés à la date du calcul) sur la base d'une hypothèse de départ à l'initiative du salarié à l'âge de 65 ans en tenant compte des éléments suivants :

- paramètres propres à chacun des salariés de l'entité (âge à la clôture, ancienneté, statut, taux de mortalité et salaire brut annuel),
- données spécifiques de l'entité (convention collective nationale des Missions Locales et PAIO, hypothèse de progression de la masse salariale, taux de rotation prévisionnel du personnel et taux de charges sociales),
- taux d'actualisation retenu à 0.95%.

Le montant ainsi obtenu, majoré des charges patronales, s'élève à 192 697 euros.

Fonds dédiés et reportés

Les fonds dédiés sont des rubriques du passif qui enregistrent, à la clôture de l'exercice, la partie des ressources, affectées par des tiers financeurs à des projets définis, qui n'a pas pu encore être totalement utilisée conformément à l'engagement pris à leur égard.

Les fonds dédiés s'élèvent à la clôture de l'exercice à : 211 602 euros.

Emprunts

Au cours de l'exercice, l'entité a souscrit un emprunt d'un montant de 100 000 euros sur 3 ans dans le cadre de travaux, équipement matériel informatique et bureau.

Le montant restant à rembourser au 31/12/2021 est de 88941 euros.

Contributions volontaire en nature

Les contributions volontaires en nature sont comptabilisées pour un montant de 14 116.39€, ce montant ne comprend pas les mises à disposition de la ville de Nîmes car non transmis pour l'année 2021.

Créances

Les autres créances sont essentiellement composées du solde des subventions à recevoir.

Subvention restant à encaisser :

Subventions 2019 :

DIRECCTE Pic « Repère » 48 412.00 €

Subvention 2020 :

ARML/CDC Pic « Horizon » 45 360.00 €

ARML/REGION PIC « Horizon » 4 536.00 €

TOTAL 49 896.00€

Subvention 2021:

PROMOPROFIL FSE/IEJ 164 461.38€

Fonctionnement Nîmes Agglomération 30 000.00€

AIOA – Conseil Régional 52 872.80€

PEJ Psy 25 809.00€

PAEJ30 Fondation de France 1 000€

PAEJ30 – CAF 53 526€

Promo Santé 3 250€

ARML/ARS 9 000€

ARML/Région 3 482.5€

ARML/SPIP 450.61€

CPO GJ Part Conditionnelle 432 800€

DDFIP HERAULT – SUB DRAJES – 1 000€

TOTAL 775 652.29€

Rémunération versée aux trois plus hauts cadres dirigeants bénévoles et salariés :

En application de l'article 20 de la loi n° 2006-586 du 23 mai 2006, le montant des rémunérations pour l'exercice clos le 31/12/2021 versées aux trois plus hauts cadres dirigeants, bénévoles et salariés, s'élève à 97 271 euros.

Etat des immobilisations

CADRE A	Valeur brute en début d'exercice	Augmentations		
		Réévaluation de l'exercice	Acquisitions créances virements	
Frais d'établissement et de développement				
Donations temporaires d'usufruit				
Autres postes d'immobilisations incorporelles	33 524			
TOTAL	33 524			
Terrains	200 000			
Constructions :	695 435			
- Sur sol propre				
- Sur sol d'autrui				
- Générales, agencements et aménagements constructions	734 692		49 754	
Installations :				
- Techniques, matériel et outillage				
- Générales, agencements et aménagements divers	130 850		41 270	
Matériel :				
- De transport				
- De bureau et informatique, mobilier	229 343		48 694	
Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes				
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés				
TOTAL	1 990 320		139 718	
Participations évaluées par mise en équivalence				
Autres :				
- Participations				
- Titres immobilisés				
Prêts et autres immobilisations financières	1 285			
TOTAL	1 285			
TOTAL GENERAL	2 025 129		139 718	
CADRE B	Diminutions		Valeur brute des immos en fin d'exercice	Réévaluation légale ou éval. par mise en équival.
	Virement	Cession		Valeur d'origine des immos en fin d'exercice
Frais d'établissement et de développement				
Donations temporaires d'usufruit				
Autres postes d'immobilisations incorporelles			33 524	
TOTAL			33 524	
Terrains			200 000	
Constructions :			695 435	
- Sur sol propre				
- Sur sol d'autrui				
- Gales, agencements et aménagt. const.			784 446	
Installations :				
- Techniques, matériel et outillage				
- Gales, agencements et aménagt. divers			172 120	
- De transport				
Matériel :				
- De bureau et informatique, mobilier	675		277 362	
Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes				
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés				
TOTAL	675		2 129 362	
Participations évaluées par mise en équivalence				
Autres :				
- Participations				
- Titres immobilisés				

Prêts et autres immobilisations financières	54	1 231
TOTAL	54	1 231
TOTAL GENERAL	729	2 164 117

Etat des amortissements

CADRE A - Situations et mouvements de l'exercice	Montant au début de l'exercice	Augment.	Diminu.	Montant en fin d'exercice	
Frais d'établissement et développement					
Donations temporaires d'usufruit					
Autres postes d'immobilisations incorporelles	33 524			33 524	
TOTAL	33 524			33 524	
Terrains					
Constructions – Sur sol propre					
: – Sur sol d'autrui					
Installations générales, agencements et aménagements des constructions	721 284	50 933	-92 722	864 939	
Installations techniques, matériel et outillage industriel					
Installations générales, agencements et aménagements divers	166 294	28 517	92 725	102 086	
Matériel de transport					
Matériel de bureau et informatique, mobilier	196 903	18 579		215 481	
Emballages récupérables et divers					
TOTAL	1 084 481	98 028	2	1 182 506	
TOTAL GENERAL	1 118 005	98 028	2	1 216 031	
CADRE B - Ventilation des mouvements affectant la provision pour amortissements dérogatoires	Dotations		Reprises		Mouvement net des amort. à la fin de l'exercice
	Différentiel de durée	Mode Amort. fiscal dégressif exceptionnel	Différentiel de durée	Mode Amort. fiscal dégressif exceptionnel	
Frais d'établissement et dvp.					
Donations temporaires d'usufruit					
Autres postes d'immo. incorp.					
TOTAL					
Terrains					
Constructions – Sur sol propre					
: – Sur sol d'autrui					
Inst. gales, agenc. et aménag. des construc.					
Inst. tech. mat. et outil. indus.					
Inst. gales, agenc. et aménag. divers					
Matériel de transport					
Mat. de bureau et info. mob.					
Emballages récup. et divers					
TOTAL					
Frais d'acq. de titres de particip.					
TOTAL GENERAL					
DOTATIONS NON VENTILEES	REPRISES NON VENTILEES	TOTAL GENERAL NON VENTILE			
CADRE C - Mouvements de l'exercice affectant les charges réparties sur plusieurs exercices	Montant net au début de l'exercice	Augment.	Dot. exercice aux amort.	Montant net en fin d'exercice	
Frais d'émission d'emprunts à étaler					
Primes de remboursement des obligations					

Etat des créances

CREANCES	Montant brut	Liquidité de l'actif	
		Echéances à moins d'1 an	Echéances à plus d'1 an
De l'actif immobilisé			
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres immobilisations financières	1 231		1 231
De l'actif circulant			
Clients et usagers douteux ou litigieux			
Clients, usagers et comptes rattachés			
Reçues sur legs ou donations			
Personnel et comptes rattachés	1 600	1 600	
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	-3 373	-3 373	
Impôts sur les bénéfices			
Taxe sur la valeur ajoutée			
Autres impôts, taxes et versements assimilés			
Divers			
Confédération, fédération, union, associations affiliées			
Débiteurs divers	923 188	923 188	
Charges constatées d'avance	15 359	15 359	
	TOTAL	938 004	936 774
			1 231

(1) Dont prêts accordés en cours d'exercice

(1) Dont remboursements obtenus en cours d'exercice

Actif Circulant :

Le partenariat avec l'ARML sur le projet PIC « Horizon » étalé sur 3 ans, celui en partenariat avec la Direccte PIC « Repère », ainsi que les projets européens FSE/IEJ porte l'exigibilité des créances de l'actif circulant jusque-là inférieure à un an, à une date de paiement intervenant entre deux et trois ans.

Etat des dettes

DETTES	Montant brut	Degré d'exigibilité du passif		
		Echéances à moins d'1 an	Echéances à plus d'1 an	Echéances à plus de 5 ans
Emprunts obligataires et assimilés				
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit :				
- A 1 an max. à l'origine	50 000	50 000		
- A plus d'1 an à l'origine	642 060	135 939	416 919	89 202
Emprunts et dettes financières diverses				
Fournisseurs et comptes rattachés	200 692	200 692		
Dettes des legs ou donations				
Personnel et comptes rattachés	187 357	187 357		
Sécurité sociale et autre organismes sociaux	234 329	234 329		
Impôts sur les bénéfices				
Taxe sur la valeur ajoutée				
Autres impôts, taxes et assimilés	50 619	50 619		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Confédération, fédération, union, associations affiliées				
Autres dettes	278 753	278 753		
Produits constatés d'avance	97 878	97 878		
	TOTAL	1 741 688	1 235 567	416 919
				89 202
(1) Emprunts souscrits en cours d'exercice	100 000			
(1) Emprunts remboursés en cours d'exercice	112 048			

Détails des autres dettes :

- Acompte sur subvention 2022 pour un total de 110 983€ (avance CAF PAEJ et avance Etat pour PIC REPERE 2022)
- Subvention à reverser PIC REPERE pour 48 036€ et 119 734€

Variation des fonds propres

VARIATION DES FONDS PROPRES	Montant en début d'exercice	Affectation du résultat	Augmentations	Diminutions ou consommations	Montant en fin d'exercice
Fonds propres sans droit de reprise	95 643				95 642
Fonds propres avec droit de reprise					
Ecarts de réévaluation					
Réserves	44 092				44 092
Report à nouveau	-214 391			88 240	-302 631
Excédent ou déficit de l'exercice	-88 240				120 979
Situation nette	-162 896			88 240	-41 917
Dotations consommables					
Subventions d'investissement	92 446			5 334	87 112
Provisions règlementées					
TOTAL	-70 450			93 574	45 195

Tableau de mouvements des subventions d'investissement

Nature des subventions	Affectation	Montant à l'origine	Report au résultat de l'exercice	Montant à la fin de l'exercice
Nîmes Métropole – Financement siège MLJ		80 000	2 667	36 444
Ville de Nîmes – Financement siège MLJ		80 000	2 667	36 444
	TOTAL	160 000	5 334	72 888

Variations des fonds dédiés

	A l'ouverture de l'exercice	Reports	Utilisations		A la clôture de l'exercice	
			Montant global	dont amort.	Transferts	Montant global
Subventions d'exploitation						
Direccte – Aide Exp Fusion	48 036		48 036			
Reprise de Fonds dédiés GJ	211 602					211 602
Fonds dédiés PAEJ 2018	15 204		15 204			
TOTAL	274 842		63 240			211 601
Contributions financières d'autres organismes						
TOTAL						
Ressources liées à la générosité du public						
TOTAL						
TOTAL GENERAL	274 842		63 240			211 601
						211 602

Variations des fonds reportés

	Au début de l'exercice	Augmentations	Diminutions	A la clôture de l'exercice
Legs ou donations				
TOTAL				
Donations temporaires d'usufruit				
TOTAL				
TOTAL GENERAL				

Etat des provisions et dépréciations

	Montant début exercice	Augmentati o Dotations ex.	Diminutions : reprises ex.		Montant à la fin de l'exercice	
			Utilisées	Non utilisées		
Provisions réglementées						
Provisions pour investissements						
Provisions relatives aux stocks						
Provisions relatives aux éléments d'actif						
Amortissements dérogatoires						
Autres provisions réglementées						
	TOTAL I					
Provisions pour risques et charges						
- litiges						
Provisions pour risques						
- amendes et pénalités						
- pertes de change						
- risque d'emploi						
- autres	17 596	10 396	17 596		10 396	
Provisions pour charges sur legs ou donations						
Provisions pour pensions et obligations similaires	137 712	54 985			192 697	
Provisions pour impôts						
Provisions pour charges à répartir sur plusieurs exercices						
Autres provisions pour risques et charges						
	TOTAL II		155 308	65 381	17 596	203 093
Provisions pour dépréciations						
- incorporelles						
- corporelles						
Immobilisations						
- Sur biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés						
- Titres mis en équivalence						
- Titres de participation						
- autres immobilisations financières						
Sur stocks et en-cours						
Sur comptes clients						
Sur comptes de confédérations, fédérations, unions, entités affiliées						
Sur créances reçues par legs ou donations						
Autres dépréciations						
	Total III					
	TOTAL GENERAL (I+II+III)		155 308	65 381	17 596	203 093
Dont dotations et reprises :						
- d'exploitation		65 381	17 596			
- financières						
- exceptionnelles						

Contributions volontaires en nature

	Répartition par nature de charge	
	31/12/2021	31/12/2020
	Débit	Débit
860 - Secours en nature (alimentaire, vestimentaires,...)		
ACHATS	3 063	6 622
TOTAL	3 063	6 622
861 - Mise a disposition gratuite de biens (locaux, matériel,...)		
LOCAUX	10 854	9 513
TOTAL	10 854	9 513
862 - Prestation		
TOTAL		
864 - Personnel bénévole		
RH	200	6 843
TOTAL	200	6 843
TOTAL GENERAL	14 117	22 978
	Répartition par nature de ressources	
	31/12/2021	31/12/2020
	Crédit	Crédit
870 - Dons en nature		
ACHATS	3 063	6 622
TOTAL	3 063	6 622
871 - Prestation en nature		
LOCAUX	10 854	9 513
TOTAL	10 854	9 513
875 - Bénévolat		
RH	200	6 843
TOTAL	200	6 843
TOTAL GENERAL	14 117	22 978

Effectif moyen

Catégories de salariés	Salariés	En régie
Cadres	5	
Agents de maîtrise & techniciens	1	
Employés	74	
Ouvriers		
Apprentis sous contrat	7	
	TOTAL	87

Engagements financiers

ENGAGEMENTS DONNES :

Nature des engagements donnés	Montant en Euros
Effets escomptés non échus	
Aval et cautions	
Crédit-bail mobilier	
Crédit-bail immobilier	
Pensions, retraites et assimilés	
Autres engagements	
	TOTAL

ENGAGEMENTS RECUS :

Nature des engagements reçus	Montant en Euros
Abandon de créances	
Caution solidaire 750 000€ Ville de Nîmes - Emprunt CRCA	523 034
Caution solidaire 750 000€ Communauté Nîmes Métropole - Emprunt CRC	523 034
	TOTAL
	1 046 068

Charges à payer

Charges à payer incluses dans les postes suivants du bilan	Exercice clos le 31/12/2021	Exercice clos le 31/12/2020
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	829	951
Emprunts et dettes financières diverses		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	14 716	16 499
Dettes fiscales et sociales	305 798	281 982
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes		
TOTAL	321 343	299 432

Détail des charges à payer

Charges à payer incluses dans les postes suivants du bilan	Exercice clos le 31/12/2021	Exercice clos le 31/12/2020
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	829.25	950.86
168842 INTERET COURU SUR EMPRUNT	829.25	950.86
Emprunts et dettes financières diverses		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	14 715.87	16 498.96
408100 FACTURES NON PARVENUES	14 715.87	16 498.96
Dettes fiscales et sociales	305 798.30	281 981.78
428200 DETTES PROV POUR CONGES PAYES	186 535.09	164 416.81
438200 CHARGES SOCIALES SUR CP	84 498.15	76 776.52
438600 CHARGES SOCIALES A PAYER	2 305.39	406.00
448630 FORMATION CONTINUE CIF CDD	32 459.67	40 382.45
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes		
TOTAL	321 343.42	299 431.60

Produits et charges constatés d'avance

PRODUITS CONSTATES D'AVANCE		Exercice clos le	Exercice clos le
		31/12/2021	31/12/2020
Produits :	- D'exploitation	97 878	289 082
	- Financiers		
	- Exceptionnels		
TOTAL		97 878	289 082

Détail PCA :

- Projet PIC REFUGIES ARML 01/2022 – 02/2023 : 44 352.00€
- Subvention CAF PAEJ 2022 : 53 526.00€

CHARGES CONSTATEES D'AVANCE		Exercice clos le	Exercice clos le
		31/12/2021	31/12/2020
Charges :	- D'exploitation	15 359	21 284
	- Financières		
	- Exceptionnelles		
TOTAL		15 359	21 284